

Luxembourg, le 5 février 2025

5 February 2025

## **Extraits du jugement de liquidation à l'encontre de FWU Life Insurance Lux S.A.**

*Extracts of the court decision regarding the liquidation of FWU Life Insurance Lux S.A.*

See below for versions in other languages ([FR](#), [EN](#), [DE](#), [IT](#), [NL](#))

Voici le lien vers site internet du liquidateur pour accéder aux extraits du jugement de liquidation et pour avoir plus d'informations sur la procédure : <https://baden.lu/fwulifelux/>

Please see the link to the website of the liquidator to access the liquidation judgment and to have for more information on the procedure: <https://baden.lu/fwulifelux/>

### ▪ **Version française**

Par jugement du 31 janvier 2025, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 2<sup>ème</sup> chambre, ayant siégé en matière commerciale, a déclaré en état de liquidation la société anonyme FWU Life Insurance Lux s.a., avec siège social à L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

Le même jugement a nommé Juge-Commissaire Madame le Juge Anick Wolff et liquidateur Maître Yann Baden et fixe l'époque de la cessation des paiements au 22 juillet 2024.

Il rend applicable les articles 248 et suivants de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, les articles 1100-1, 1100-4, 1100-6, 1100-8 et 1100-13 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que des articles 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 462, 463, 464, 485, 487, 492, 528, 537, 538, 539, 540, 542, 543, 544, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 561, 562, 567-1 du Code de commerce relatifs au titre « De la faillite ».

Le cours des intérêts de toute créance non garantie par un privilège, par un nantissement ou une hypothèque est arrêté.

Il n'y a plus lieu à compensation sauf dans les hypothèses suivantes : existence de dettes connexes ou application des dispositions de la loi du 5 août 2005 sur les garanties financières.

Dans les six mois du jugement, le liquidateur adressera à tout créancier connu ou identifiable à partir des livres de la société, une note telle que prévue à l'article 252 de la loi modifiée du 7 décembre 2015, ainsi qu'une déclaration de créance préremplie.

La production des créances se fera auprès du liquidateur en conformité avec l'article 252 (4), (5) et (6) de la même loi.

La date limite pour laquelle les créanciers sont tenus de faire parvenir au liquidateur la déclaration de leurs créances est fixée au 31 janvier 2028 à peine de forclusion.

La vérification des créances se fera par le liquidateur.

Les listes avec les créances périodiquement déclarées admissibles seront déposées au greffe du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, deuxième chambre, pendant les dix premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre, où les créanciers déclarés et ceux portés au bilan peuvent en prendre inspection. Pendant cette période, ces mêmes personnes peuvent former contredit contre des créances portées sur les listes.

Le contredit est formé par une déclaration au greffe. Le contredit doit être réitéré, sous peine d'irrecevabilité, dans les trois jours par lettre recommandée adressée au liquidateur. Il doit contenir, sous peine d'irrecevabilité, les qualités exactes de l'auteur du contredit, les justifications concernant sa qualité de créancier déclaré ou porté au bilan, ainsi que les moyens et pièces invoqués à l'appui du contredit.

La recevabilité et le bien-fondé du contredit sont sommairement contrôlés par le liquidateur.

Après expiration du délai de dix jours pour former contredit, les créances déclarées admissibles et non contredites sont définitivement admises dans les procès-verbaux signés par le liquidateur et le juge-commissaire.

Le liquidateur informera valablement les créanciers dont les déclarations de créances ont été contestées ou font l'objet d'un contredit, du caractère contesté de leur créance ou de l'existence d'un contredit, par lettre recommandée à l'adresse indiquée dans la déclaration de créance sinon à leur dernière adresse connue.

Faute par ces créanciers de procéder par voie d'assignation endéans un délai de 40 (quarante) jours à partir de la date d'envoi à la poste de cette lettre recommandée, la déclaration de créance en question est à considérer comme définitivement rejetée.

Aucune opposition ne sera reçue contre les jugements statuant sur les contestations et contredits.

Le liquidateur adressera au tribunal une requête en vue d'être autorisé à procéder à la distribution de dividendes. Le jugement fixant la date d'arrêt de compte sera publié par extraits.

La distribution du dividende annoncé devra intervenir dans les quatre mois suivant l'arrêt de compte.

Il n'y a pas lieu à l'allocation d'intérêts aux créanciers, dont la créance n'est pas définitivement admise, ayant reçu paiement d'un ou de plusieurs dividendes postérieurement à d'autres créanciers, pour autant que et dans la seule mesure où ce décalage dans le temps trouve son origine dans le déroulement normal des opérations de liquidation.

Par ailleurs, il n'y a pas lieu au paiement d'intérêts aux créanciers dont les créances ont été définitivement admises mais dont le paiement intervient avec un certain décalage entre la date du jugement autorisant la mise en paiement de dividendes intérimaires et le paiement effectif, que ce retard soit dû aux créanciers qui n'ont pas fourni au liquidateur les informations nécessaires au versement effectif, à un obstacle juridique ou à une difficulté d'identification des créanciers.

Durant la procédure de liquidation les dividendes non distribués doivent être conservés par le liquidateur et produisent des intérêts au profit de la masse des créanciers.

▪ **English version**

By Court order of 31 January 2025, the Luxembourg district Court, 2<sup>nd</sup> chamber, sitting in commercial matters, declared the company FWU Life Insurance Lux s.a., with registered office at L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, in liquidation.

The same Court order appointed Mrs Anick Wolff as Supervisory Judge and Me Yann Baden as liquidator, and set the date of cessation of payments at 22 July 2024.

It renders applicable the articles 248 et seq. of the amended law of 7 December 2015 regarding the insurance sector, articles 1100-1, 1100-4, 1100-6, 1100-8 and 1100-13 of the amended law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as well as articles 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 462, 463, 464, 485, 487, 492, 528, 537, 538, 539, 540, 542, 543, 544, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 561, 562, 567-1 of the Code of Commerce relating to the title "Bankruptcy".

The interest rate on any debt not secured by a lien, pledge or mortgage is stopped.

Set-off is prohibited except in the following cases : existence of interconnected debts (créances connexes) or application of the provisions of the law of 5 August 2005 on financial guarantees.

Within six months of the Court order, the liquidator shall send to any creditor known or identifiable from the company's books, a note as provided for in article 252 of the amended law of 7 December 2015, together with a pre-filled statement of claim.

Claims shall be filed with the liquidator in accordance with article 252 (4), (5) and (6) of the same law.

The deadline by which creditors must send their claims to the liquidator is set at 31 January 2028, failing which they will be barred from exercising their rights.

Claims will be verified by the liquidator.

The lists with the claims periodically declared admissible will be deposited at the office of the clerk of the Luxembourg district Court, 2<sup>nd</sup> chamber, during the first ten days of January, April, July and October, where the declared creditors and those entered on the balance sheet may inspect them. During this period, the same persons may lodge objections to claims entered on the lists.

The objection is lodged by a declaration at the court's clerk. The objection must be reiterated within three days by registered letter addressed to the liquidator, failing which the objection shall be declared inadmissible. It must contain, under penalty of inadmissibility, the exact qualities of the person lodging the objection, proof of his status as a declared creditor or a creditor entered on the balance sheet, the grounds of objection and supporting documentation.

The admissibility and merits of the objection are summarily checked by the liquidator.

After the expiry of a ten-day period for lodging an objection, the claims declared admissible and not objected to are definitively admitted through minutes signed by the liquidator and the Supervisory Judge.

The liquidator shall duly inform creditors whose claims have been rejected or are the subject of an objection, of the rejection of their claim or of the existence of an objection, by registered letter to the address indicated in the statement of claim or to their last known address.

If these creditors fail to proceed by way of a writ of summons (assignation) within a period of 40 (forty) days from the date of posting of this registered letter, the statement of claim in question shall be deemed to have been definitively rejected.

Objections (opposition) against Court orders ruling on disputes and counterclaims are inadmissible.

The liquidator will apply to the Court by filing a request for authorisation to distribute dividends. The Court order setting the closing date for the accounts will be published in extracts.

The announced dividend needs to be paid within four months of the closing date for the accounts.

Interest shall not be paid to creditors whose claims have not been definitively admitted and who have received payment of one or more dividends after other creditors, provided that and only to the extent that this time difference is due to the normal course of the liquidation operations.

In addition, interest is not payable to creditors whose claims have been definitively admitted but whose payments are made with a certain time delay between the date of the Court order authorising the payment of interim dividends and the actual payment, whether this delay is due to creditors who have not provided the liquidator with the information necessary for the actual payment, to a legal obstacle or to a difficulty identifying creditors.

During the liquidation proceedings, any dividends not distributed must be retained by the liquidator and earn interest for the benefit of the creditors.

▪ **Deutsche Version**

Durch Urteil des Bezirksgerichtes von und zu Luxemburg vom 31. Januar 2025, wurde die Gesellschaft FWU Life Insurance Lux S.A. mit Sitz in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, in Liquidation erklärt.

Richterin Frau Annick Wolff wurde als Aufsichtsrichterin und RA Yann Baden als Liquidator ernannt. Der Zeitpunkt der Zahlungseinstellung wurde auf den 22. Juli 2024 festgelegt.

Artikel 248 ff. des geänderten Gesetzes vom 7. Dezember 2015 über den Versicherungssektor, 1100-1, 1100-4, 1100-6, 1100-8 und 1100-13 des geänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, sowie Artikel 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 462, 463, 464, 485, 487, 492, 528, 537, 538, 539, 540, 542, 543, 544, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 561, 562, 567-1 des Handelsgesetzbuchs in Bezug auf den Titel "De la faillite" wurden für anwendbar erklärt.

Der Zinslauf für jede Forderung, die nicht durch ein Sonderrecht, ein Pfandrecht oder eine Hypothek gesichert ist, ist angehalten.

Eine Aufrechnung ist nur noch in folgenden Fällen möglich: bei verknüpften Forderungen (créances connexes) oder bei Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 5. August 2005 über finanzielle Garantien.

Innerhalb von sechs Monaten nach dem Urteil wird der Liquidator jedem bekannten oder aus den Büchern der Gesellschaft identifizierbaren Gläubiger eine Mitteilung gemäß Artikel 252 des geänderten Gesetzes vom 7. Dezember 2015 über den Versicherungssektor sowie eine vorausgefüllte Forderungsanmeldung zusenden.

Die Anmeldung (Einreichung) der Forderungen erfolgt beim Liquidator in Übereinstimmung mit Artikel 252 (4), (5) und (6) desselben Gesetzes.

Die zwingende Ausschlussfrist zur Anmeldung der Forderungen ist auf den 31. Januar 2028 festgesetzt.

Die Prüfung der Forderungen erfolgt durch den Liquidator.

Die Verzeichnisse mit den regelmäßig für zulässig erklärten Forderungen werden in den ersten zehn Tagen der Monate Januar, April, Juli und Oktober bei der Geschäftsstelle des Bezirksgerichts von und zu Luxemburg, zweite Kammer, hinterlegt, wo die angemeldeten und die in der Bilanz aufgeführten Gläubiger Einsicht nehmen können. Während dieser Zeit können dieselben Personen Widerspruch gegen die in den Listen aufgenommenen Forderungen einlegen.

Der Widerspruch wird durch eine Erklärung bei der Geschäftsstelle (greffe) eingereicht. Der Widerspruch muss innerhalb von drei Tagen per Einschreiben an den Insolvenzverwalter wiederholt werden, ansonsten ist er unzulässig. Der Widerspruch muss, um nicht unzulässig zu sein, die genaue Bezeichnung des Widersprechenden, den Nachweis seiner Eigenschaft als angemeldeter oder bilanzierter Gläubiger sowie die Gründe und Schriftstücke enthalten, auf die sich der Widersprechende beruft.

Die Zulässigkeit und die Begründetheit des Widerspruchs werden vom Liquidator summarisch geprüft.

Nach Ablauf der zehntägigen Frist für die Einlegung eines Widerspruchs werden die für zulässig erklärten und nicht widersprochenen Forderungen durch einen vom Liquidator und vom Aufsichtsrichter unterzeichneten Protokoll endgültig anerkannt.

Der Liquidator informiert die Gläubiger, deren Forderungsanmeldungen angefochten wurden oder Gegenstand eines Widerspruchs sind, rechtsgültig über die Anfechtung ihrer Forderung oder das Vorliegen eines Widerspruchs per Einschreiben an die in der Forderungsanmeldung angegebene Adresse oder an ihre letzte bekannte Adresse.

Wenn diese Gläubiger nicht innerhalb von 40 (vierzig) Tagen ab dem Datum der Postaufgabe des Einschreibens eine gerichtliche Vorladung (assignation) einreichen, gilt die Forderungsanmeldung als endgültig abgelehnt.

Gegen Urteile, die über Anfechtungen und Widersprüche entscheiden, kann kein Einspruch erhoben werden.

Der Liquidator richtet an das Gericht einen Antrag auf Genehmigung zur Ausschüttung einer Quote. Das Urteil, das den Termin für den Rechnungsabschluss festlegt, wird in Auszügen veröffentlicht.

Die Ausschüttung der angekündigten Quote muss innerhalb von vier Monaten nach dem Rechnungsabschluss erfolgen.

Gläubiger, deren Forderung noch nicht endgültig anerkannt ist und die eine oder mehrere Quoten später als andere Gläubiger erhalten haben, haben keinen Anspruch auf Zinsen, sofern und soweit diese Verzögerung auf den normalen Ablauf der Liquidationsverfahren zurückzuführen ist.

Außerdem müssen keine Zinsen an Gläubiger gezahlt werden, deren Forderungen zwar endgültig anerkannt wurden, deren Zahlung jedoch mit einer gewissen Verzögerung zwischen dem Datum des Urteils, das die Zahlung von Zwischendividenden genehmigt, und der tatsächlichen Zahlung erfolgt, unabhängig davon, ob diese Verzögerung auf Gläubiger zurückzuführen ist, die dem Liquidator nicht die für die tatsächliche Zahlung erforderlichen Informationen zur Verfügung gestellt haben, auf ein rechtliches Hindernis oder auf Schwierigkeiten bei der Identifizierung der Gläubiger.

Während des Liquidationsverfahrens müssen nicht ausgeschüttete Dividenden durch den Liquidator einbehalten werden und werden zugunsten der Gläubigermasse verzinst.

▪ **Versione italiana**

Con sentenza del 31 gennaio 2025, il Tribunale d'Arrondissement di e a Lussemburgo, seconda sezione, con competenza in materia commerciale, ha dichiarato in liquidazione la società per azioni FWU Life Insurance Lux s.a., con sede in L-5826 Hesperange, 33, Rue de Gasperich.

La stessa sentenza ha nominato giudice della liquidazione Anick Wolff e liquidatore Maître Yann Baden e ha fissato al 22 luglio 2024 il momento della cessazione dei pagamenti.

La sentenza rende applicabili gli articoli 248 e seguenti della legge modificata del 12 luglio 2015 relativa al settore delle assicurazioni, gli articoli 1100-1, 1100-4, 1100-6, 1100-8 e 1100-13 della legge modificata del 10 agosto 1915 sulle società commerciali, nonché gli articoli 444, 445, 446, 447, 448, 449, 451, 452, 452, 462, 464, 464, 485, 487, 492, 528, 537, 538, 539, 542, 543, 544, 547, 549, 550, 550, 551, 561, 562, 562, 567-1 del codice del commercio relativi al titolo "Del fallimento".

Il decorso degli interessi su crediti non garantiti da privilegi, pegni o ipoteche è interrotto.

Non vi sarà più compensazione salvo che nelle seguenti ipotesi: esistenza di debiti connessi o applicazione delle disposizioni della legge del 5 agosto 2005 sulle garanzie finanziarie.

Entro sei mesi dalla sentenza, il liquidatore invierà a ciascun creditore noto o identificabile in base ai registri della società una nota ai sensi dell'articolo 252 della legge modificata del 7 dicembre 2015, corredata da una dichiarazione di credito precompilata.

L'insinuazione al passivo dei crediti sarà effettuata presso il liquidatore conformemente all'articolo 252, paragrafi 4, 5 e 6, della stessa legge.

La data entro la quale i creditori sono tenuti a far pervenire al liquidatore la dichiarazione dei loro crediti è fissata al 31 gennaio 2028, a pena di decadenza.

La verifica dei crediti sarà effettuata dal liquidatore.

Gli elenchi con i crediti periodicamente dichiarati ammissibili saranno depositati presso la cancelleria del tribunale distrettuale di Lussemburgo, seconda sezione, nei primi dieci giorni di gennaio, aprile, luglio e ottobre, presso la quale i creditori dichiarati e quelli iscritti a bilancio potranno prenderne visione. Durante tale periodo, questi stessi soggetti possono presentare opposizione ai crediti iscritti negli elenchi.

L'opposizione è effettuata mediante una dichiarazione presso la cancelleria. L'opposizione deve essere reiterata, a pena di irricevibilità, entro un termine di tre giorni mediante lettera raccomandata al liquidatore. Essa deve contenere, a pena di irricevibilità, le generalità dell'autore e a che titolo viene presentata l'opposizione, le motivazioni relative alla sua qualità di creditore dichiarato o iscritto a bilancio, nonché i motivi e i documenti addotti a sostegno dell'opposizione.

La ricevibilità e la fondatezza dell'opposizione sono sommariamente verificate dal liquidatore.

Scaduto il termine di dieci giorni per presentare opposizione, i crediti dichiarati ammissibili e non opposti sono definitivamente ammessi nei verbali firmati dal liquidatore e dal giudice della liquidazione.

Il liquidatore trasmetterà regolare comunicazione ai creditori le cui dichiarazioni di credito sono state contestate o nei confronti delle quali è stata presentata opposizione, della relativa contestazione dei loro crediti o dell'esistenza di un'opposizione, con lettera raccomandata inviata all'indirizzo riportato nella dichiarazione di credito o altrimenti presso il loro ultimo indirizzo noto.

Nel caso in cui i creditori non provvedano a notificare un atto di citazione ("*assignation*") entro 40 (quaranta) giorni dall'invio all'ufficio postale di tale lettera raccomandata, la dichiarazione di credito in questione va considerata definitivamente inammissibile.

Le sentenze sulle contestazioni e sulle opposizioni non saranno impugnabili.

Il liquidatore invierà al Tribunale un'istanza per essere autorizzato a procedere al riparto. La sentenza che fissa la data del rendiconto finale sarà pubblicata per estratto.

Il citato riparto dovrà essere effettuato entro quattro mesi dalla data del rendiconto finale.

Non vengono riconosciuti interessi ai creditori il cui credito non è ammesso definitivamente, avendo ricevuto il pagamento di una o più somme successivamente ad altri creditori, a condizione che e solo nella misura in cui tale differenza temporale sia dovuta al normale svolgimento delle operazioni di liquidazione.

Peraltro, non vengono corrisposti gli interessi ai creditori i cui crediti siano stati definitivamente ammessi ma il cui pagamento interverrà con un certo intervallo tra la data della sentenza che autorizza l'esecuzione dei pagamenti di somme provvisorie ed il pagamento effettivo, allorché tale ritardo sia causato dai creditori che non hanno fornito al liquidatore le informazioni necessarie al versamento effettivo, oppure sia dovuto a un intralcio giuridico o a una difficoltà nell'identificazione dei creditori.

Nel corso della procedura di liquidazione le somme non distribuite devono essere conservate dal liquidatore e producono interessi a vantaggio della massa dei creditori.



▪ **Nederlandstalige versie**

Bij vonnis van 31 januari 2025 heeft de arrondissementsrechtbank van en te Luxemburg (le 'Tribunal d'arrondissement de Luxembourg'), 2e kamer, rechtdoende in handelszaken, de ontbinding en vereffening uitgesproken van de naamloze vennootschap FWU Life Insurance Lux s.a., gevestigd te L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

In hetzelfde vonnis worden rechter Anick Wolff tot rechter-commissaris en meester Yann Baden tot vereffenaar benoemd en wordt de datum van staking van betaling vastgesteld op 22 juli 2024.

Het vonnis maakt de artikelen 248 en volgende van de gewijzigde wet van 12 juli 2015 op de verzekeringssector, de artikelen 1100-1, 1100-4, 1100-6, 1100-8 en 1100-13 van de gewijzigde wet van 10 augustus 1915 op de handelsvennootschappen van toepassing, alsook de artikelen 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 462, 463, 464, 485, 487, 492, 528, 537, 538, 539, 540, 542, 543, 544, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 561, 562, 567-1 van het Wetboek van Koophandel met betrekking tot de titel "Faillissement".

De intrest op elke schuldvordering die niet gedekt is door een voorrecht, pand of hypotheek wordt stopgezet.

Er is geen verdere schuldvergelijking meer mogelijk behalve in de volgende gevallen: bestaan van samenhangende schuldvorderingen of toepassing van de bepalingen van de wet van 5 augustus 2005 betreffende financiële garanties.

Binnen zes maanden na het vonnis stuurt de vereffenaar aan elke bekende of uit de boeken van de vennootschap identificeerbare schuldeiser een bericht zoals bepaald in artikel 252 van de gewijzigde wet van 7 december 2015, samen met een vooraf ingevulde verklaring van schuldvordering.

De vorderingen worden ingediend bij de vereffenaar overeenkomstig artikel 252 (4), (5) en (6) van dezelfde wet.

De uiterste termijn waarbinnen schuldeisers hun vorderingen aan de vereffenaar moeten overmaken is vastgesteld op 31 januari 2028, op straffe van niet-ontvankelijkheid.

De vorderingen zullen door de vereffenaar worden geverifieerd.

De lijsten met de schuldvorderingen die periodiek ontvankelijk worden verklaard, worden tijdens de eerste tien dagen van januari, april, juli en oktober neergelegd op de griffie van de arrondissementsrechtbank van Luxemburg, tweede kamer, waar de aangemelde schuldeisers en de op de balans ingeschreven schuldeisers er inzage van kunnen krijgen. Tijdens deze periode kunnen dezelfde personen bezwaar aantekenen tegen de op de lijsten aangebrachte schuldvorderingen.

Het bezwaar wordt ingediend door middel van een verklaring bij de griffie op de rechtbank. Het bezwaar moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, binnen drie dagen per aangetekende brief aan de vereffenaar worden herhaald. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet het bezwaar de exacte hoedanigheden van de indiener van het verzet bevatten, evenals het bewijs van zijn hoedanigheid als aangemelde of op de balans ingeschreven schuldeiser en de tot staving van het verzet aangevoerde middelen en documenten.

De ontvankelijkheid en gegrondheid van het bezwaar worden summier gecontroleerd door de vereffenaar.

Na het verstrijken van de termijn van tien dagen voor het indienen van bezwaren worden de ontvankelijk verklaarde en niet-betwiste schuldvorderingen definitief aanvaard in het proces-verbaal dat door de vereffenaar en de rechter-commissaris wordt ondertekend.

De vereffenaar stelt de schuldeisers wier schuldvordering wordt betwist of het voorwerp uitmaken van een bezwaar, rechtsgeldig in kennis van het betwiste karakter van hun schuldvordering of van het bestaan van een bezwaar, per aangetekende brief naar het adres dat in de aangifte van schuldvordering is vermeld, dan wel naar hun laatst bekende adres.

Indien deze schuldeisers niet overgaan tot dagvaarding binnen een termijn van 40 (veertig) dagen vanaf de datum van verzending van deze aangetekende brief, wordt de betrokken schuldvordering geacht definitief te zijn verworpen.

Tegen vonnissen over betwistingen en bezwaren kan geen beroep worden aangetekend.

De vereffenaar zal aan de rechtbank toestemming vragen om dividenden uit te keren. Het vonnis waarin de datum van afsluiting van de rekeningen wordt vastgesteld, wordt bij uittreksels bekendgemaakt.

Het aangekondigde dividend moet binnen vier maanden na de afsluiting van de rekeningen worden uitgekeerd.

Er is geen rente verschuldigd aan schuldeisers wier vorderingen niet definitief zijn erkend, maar die na andere schuldeisers betaling van een of meerdere dividenden hebben ontvangen, mits en alleen voor zover dit tijdsverschil het gevolg is van het normale verloop van de vereffeningsoperatie.

Daarnaast is er geen rente verschuldigd aan schuldeisers wier vorderingen definitief erkend zijn, maar wier betalingen met een zekere vertraging plaatsvinden tussen de datum van de uitspraak die de betaling van interim-dividenden toestaat en de daadwerkelijke betaling, ongeacht of deze vertraging te wijten is aan schuldeisers die de vereffenaar niet alle informatie hebben verstrekt die nodig is voor de daadwerkelijke betaling, aan een juridische belemmering of aan een moeilijkheid om schuldeisers te identificeren.

Tijdens de vereffeningprocedure moeten niet-uitgekeerde dividenden door de vereffenaar worden ingehouden en rente opleveren ten gunste van de massa van de schuldeisers.

*En cas de différences entre les textes rédigés dans les différentes langues, la version française fait foi.*

*In case of differences between the texts in the various languages, the French version shall prevail.*

\*

\* \*